

VENTE
SUR SAISIE-IMMOBILIERE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Lyon, Département du Rhône.

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de Lyon, Département du Rhône, a tranché en l'audience publique du

la sentence d'adjudication suivante :

<p style="text-align: center;">CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</p>

Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de Lyon, au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :

- une maison d'habitation située 18 chemin du Charbonnier 69200 VENISSIEUX formant le lot n° 5 du Lotissement dénommé « Le Charbonnier » édifée sur une parcelle à bâtir ayant fait l'objet de l'acte de vente initial, comprenant notamment un rez-de-chaussée avec un salon/salle à manger, une cuisine, un WC, un garage puis un étage avec 4 chambres, une salle de bains, un WC, et enfin un jardin.

Figurant au cadastre sous les références :

- section BM n° 144 d'une contenance de 2a 68 ca

D'une surface habitable totale de 112,87 m²

<p style="text-align: center;">PROCEDURE</p>

La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie

A l'encontre de

1. Monsieur XXX
2. Madame XXX

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE RHONE ALPES AUVERGNE (CIF RAA), SA au capital de 181.039.170 €, dont le siège social est 93-95 rue Vendôme, 69006 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le n° B 391 563 939 représenté par son Président du Conseil d'Administration en exercice.

Et faisant élection de domicile et constitution d'avocat en la personne et au Cabinet de la **SELARL BOST-AVRIL**, représentée par son associé et cogérant Maître Etienne AVRIL, inscrit au barreau de LYON, y demeurant 17 rue de la Part Dieu, 69003 LYON, toque 33, tél. 04.78.58.97.41 ; fax. 04.78.58.62.98, lequel se constitue sur la présente poursuite des ventes

Suivant commandement du ministère de Maître Claude DEFOURNEL, huissier de justice associé de la SCP GHISONI DEFOURNEL PELTAT PARDON VANDER GUCHT y demeurant 1 rue Boissac, 69002 LYON, **en date du 17 octobre 2013.**

En vertu et pour l'exécution de :

Une copie exécutoire d'un acte notarié dressé par Maître Patrick PETER, notaire associé de la SCP PARANT-CARNOT PETER au PEAGE DE ROUSSILLON (38) en date du 18 janvier 2010 contenant prêt par le CREDIT IMMOBILIER DE France RHONE ALPES AUVERGNE, au profit de Monsieur XXX dans le cadre d'une vente immobilière effectuée par même acte notarié, soit un prêt dit HABITAT + NEW d'un montant de 175.364 € remboursable en 360 échéances au taux d'intérêt initial de 4,40 % l'an et un autre prêt à taux 0 % d'un montant de 52.550 € remboursable en 144 mois, garantis par deux privilèges de prêteurs de deniers et deux hypothèques conventionnelles publiées au Service de Publicité Foncière de LYON 3 le 12 mars 2010 Volume 2010V n° 2365 et 2366.

Pour avoir paiement de la somme de :

1°) PRET HABITAT NEW +

- Capital restant dû au 7 juin 2013 : 185.522,57 €
- Indemnités d'exigibilité (7 % du capital restant dû) : 12.986,58 €
- Solde des impayés au 7 juin 2013 : 13.187,10 €
- Intérêts à échoir à compter du 8 juin 2013 à la fin du prêt au taux de 7,40 % actuellement et révisable selon les conditions contractuelles : mémoire

- Frais de poursuite : mémoire

Total GENERAL outre mémoire : **211.696,25 €**

2°) PRET A TAUX 0

- Capital restant dû au 7 juin 2013 : 46.434,29 €
- Solde des impayés au 7 juin 2013 : 6.005,43 €
- Intérêts à échoir selon les conditions contractuelles : mémoire
- Frais de poursuite : mémoire

Total GENERAL outre mémoire : **52.439,72 €**

TOTAL GLOBAL DES DEUX PRETS : 264.135,97 €

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer vaut saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R.321-3 du Code des Procédures Civiles d'exécution, c'est-à-dire :

- 1°) La constitution de Maître Etienne AVRIL, Avocat associé de la SELARL-BOST-AVRIL, Avocat au Barreau LYON, y demeurant 17, rue de la Part Dieu, avec élection de domicile en son cabinet
- 2°) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3°) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4°) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, et qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;

- 5°) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6°) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci au 3^{ème} Bureau du Service de Publicité Foncière de LYON ;
- 7°) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8°) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9°) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- 10°) L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11°) L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal de Grande Instance de LYON, au Palais de Justice de ladite Ville, 67 rue Servient, 69003 LYON ;
- 12°) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;
- 13°) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 331-1 du code de la consommation.

14°) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au Troisième Bureau du Service de Publicité Foncière de Lyon, le 13 décembre 2013 Volume 2013 S n°00087, avec rectification du 16 décembre 2013 publiée le 19 décembre 2013 Volume 2013 S n°00091.

Le Troisième Bureau du Service de Publicité Foncière de Lyon a délivré les 16 décembre 2013 et 21 janvier 2014 l'état hypothécaire ci annexé certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie.

(Cf État hypothécaire ci-annexé)

De même et par exploit en date du 10 février 2014 délivré par Maître Corinne PARDON, huissier de justice y demeurant 1 rue Boissac, 69002 LYON, le CREDIT IMMOBILIER DE France RAA a fait signifier à Monsieur XXX l'assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Madame ou Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de Lyon pour le MARDI 18 MARS 2014 A 9 HEURES 30 (salle G)

(Cf assignation ci-annexée)

L'adjudication aura lieu en UN lot pardessus la ou les mises à prix ci-après indiquées :

150.000 € (CENT CINQUANTE MILLE EUROS)

Offerte(s) par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des ventes.

CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES
--

**A- DESIGNATION DES BIENS ET DROITS
IMMOBILIERS A VENDRE**

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de LYON en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

Une MAISON à usage d'habitation située 18 chemin du Charbonnier 69200 VENISSIEUX formant le lot n° 5 du Lotissement dénommé Le Charbonnier créé suivant permis d'aménager délivré en date du 18 novembre 2008 sous le n° PA 69 259 080002, le terrain bénéficiant d'une surface hors œuvre nette de 140 m², édifiée sur la parcelle à bâtir acquise dans l'acte de vente initial précité et comprenant notamment :

- un rez-de-chaussée avec petit couloir d'entrée, une pièce principale à usage de salon/salle à manger, une cuisine, un WC et un garage
- un étage avec quatre chambres dont une avec dressing sans porte, une salle de bains et un WC
- un jardin

D'une surface habitable de 112,87 m²

Figurant au cadastre anciennement section C n° 2585 lieudit 64 rue Paul Bert, nouvellement cadastré section BM n° 144 pour une contenance de 2 a 68 ca, selon procès verbal de remaniement cadastral en date du 4 mars 2008 déposé le 4 novembre 2010 sous le volume 2010P n° 1337

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 26 novembre 2013, Maître Olivier VANDER GUCHT, huissier de justice à LYON, associée de la SCP GHISONI DEFOURNEL PELTAT PARDON VANDER GUCHT y demeurant 1, rue Boissac, 69002 LYON, a procédé à un procès verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après (reproduit ou annexé).

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

La copie de la matrice cadastrale a été délivrée par le Service du Cadastre de Lyon.

(Cf. extrait cadastral ci-annexé)

**B- RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE
D'ACHEVEMENT**

**Des immeubles récemment construits (C.G.I. Ann. II, art.
258)**

Cet immeuble est de construction récente dans la mesure où les époux ZERARGA-ALLAS ont acquis le tènement immobilier sous forme de parcelle de terrain à bâtir aux termes d'un acte notarié du 18 janvier 2010.

C- ORIGINE DE PROPRIETE

Origine de propriété immédiate

Les biens ci-dessus désignés appartiennent à Monsieur XXX par suite de l'acquisition qu'ils ont faite d'une parcelle de terrain à bâtir de la SARL SILVA IMMO immatriculée au RCS de Vienne sous le n° 481 663 185 et sise Village 38122 COUR-ET-BUYS.

Suivant acte reçu par Maître Patrick PETER notaire associé de la SCP PARANT-CARNOT-PETER sise au PEAGE DE ROUSSILLON (38) en date du 18 janvier 2010 moyennant le prix principal de 130.000 €, payé comptant et quittancé dans l'acte.

Audit acte, le vendeur a fait les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au Troisième Bureau des Hypothèques de LYON, le 12 mars 2010 sous le volume 2010 P n° 3241.

Cette parcelle de terrain est issue de la division du lot n° 5 du lotissement Le Charbonnier créé suivant permis d'aménager délivré en date du 18 novembre 2008 sous le n° PA 69 259 0800002.

L'autorisation de lotir ainsi que toutes les pièces dudit lotissement ont fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître Patrick PETER notaire associé le 18 septembre 2009 dont une copie authentique a été publiée au Troisième Bureau des Hypothèques de Lyon le 13 novembre 2009 Volume 2009P n° 10946.

En suite de la volonté des époux XXX de construire sur le lot vendu, un immeuble en tout ou partie à usage d'habitation, un bornage a été effectué par le cabinet RATELADE et PETIT HOMME géomètre expert à LYON 3^{ème} dont un procès verbal a été joint et annexé à la vente le 18 janvier 2010.

Origine de propriété antérieure

Les biens et droits vendus appartenaient à la société SILVA IMMO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de Monsieur XXX aux termes d'un acte reçu par Maître PETER notaire associé avec la participation de Maître Jean-François KINTZIG notaire associé à SAINT LAURENT DE MURE (69) le 18 septembre 2009 moyennant un prix payé comptant et quittancé à l'acte.

Cet acte a fait l'objet d'une publication au troisième bureau des Hypothèques de Lyon le 9 novembre 2009 volume 2009 P n° 10822.

Origine de propriété plus antérieure

Originellement les biens et droits immobiliers appartenaient à Monsieur XXX par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite de, à savoir :

- Madame XXX aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique JUVENETON notaire, le 20 novembre 1963, moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte,

Une copie de cet acte a été publiée au Troisième bureau des Hypothèques de Lyon le 10 décembre 1963 volume 3874 n° 9107

- Madame XXX aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique JUVENETON, notaire, le 13 juin 1966 moyennant un prix payable à terme et entièrement réglé depuis

Une copie de cet acte a été publiée au Troisième bureau des Hypothèque de Lyon le 28 juin 1966 volume 4686 n° 5366

- Monsieur JXXX aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique JUVENETON notaire le 2 juin 1966 moyennant un prix payable à terme et entièrement réglé depuis

Une copie authentique de cet acte a été publiée au Troisième bureau des Hypothèques de Lyon le 17 juin 1966 volume 4675 n° 5064

CAHIER DES CHARGES

Le cahier des charges de ce lotissement a été établi suivant acte reçu par Maître PETER notaire au PEAGE DE ROUSSILLON (38) le 18 septembre 2009 et publié au Troisième bureau des Hypothèque de Lyon le 13 novembre 2009 volume 2009 P n° 10946

Il convient de rappeler que ce lotissement dénommé « Le Charbonnier » a été autorisé par permis d'aménager délivré par la Municipalité de VENISSIEUX (69) en date du 18 novembre 2008 sous le n° PA 69 259 0800002.

Un arrêté modificatif contenant arrêté d'autorisation de vendre des lots a été délivré par la Municipalité de VENISSIEUX en date du 14 septembre 2009.

Ces arrêtés ont été déposés au rang des Minutes de Maître PETER notaire en date du 18 septembre 2009.

D- SYNDIC

Le bien est compris dans le périmètre d'une association syndicale libre (ASL) à laquelle doivent adhérer le propriétaire au sein du lotissement et laquelle serait en cours d'élaboration.

E- RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Le certificat d'urbanisme d'information est annexé au présent cahier des conditions de la vente ou fera l'objet d'un dire ultérieur.

F- SERVITUDES

Il résulte de l'acte de dépôt des pièces du lotissement « LE CHARBONNIER » reçu par Maître PETER notaire associé ce qui suit ci-après littéralement rapporté : « *il est ici rappelé que le lotissement objet des présentes est grevé :*

D'une servitude de passage de ligne électrique aérienne au profit du Réseau de Transport d'Electricité (RTE), grevant tant dans son tracé que dans l'emprise de sécurité horizontale, les lots n° un (1), quatre (4), cinq (5) et six (6), ainsi que les terrains à usage d'espace vert et de voirie.

Le tracé de servitude, ainsi que de l'emprise de sécurité environnementale est matérialisé en teinte jaune au plan annexé aux présentes,

- d'une servitude d'utilité publique relative au chemin de fer. »

G- SUPERFICIE

1°/ Copropriété : association syndicale libre en cours de création

2°/ Autres biens non soumis à la loi Carrez :

Ainsi qu'il résulte du diagnostic technique, la superficie habitable est de 112,87 m².

H- DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L.271-4-I du titre 7 du livre II du Code de la Construction et de l'Habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique établi toujours actuel.

(Cf. dossier de diagnostic technique ADIALOG ci-annexé)

I- OCCUPATION

Le bien mis en vente est occupé par les propriétaires

J- DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Précisions à rappeler le cas échéant par le rédacteur du cahier des charges si nécessaire

- S.A.F.E.R.
- Locataires fermiers
-
- Locataires dans immeuble en copropriété
- Zones à périmètre sensible
- Z.I.F.
- Etc.....

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1°/ du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

K- RETRIBUTION DU SEQUESTRE REPARTITEUR

L'avocat chargé de la distribution du prix ou du paiement de celui-ci tant dans le cadre de la vente amiable que de la vente forcée percevra, au titre de sa mission, par privilège avant tous autres, une rétribution contractuelle équivalente à 4 % des sommes en distribution.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES
--

CHAPITRE 1^{ER} : DISPOSITIONS GENERALES**ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L.311-1 et suivants et R.311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'exécution.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des Procédures Civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, représentant **10%** du montant de la mise à prix.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des Procédures Civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente forcée autorisée par le Juge de l'Exécution seront consignés entre les mains de la CARPA (Caisse Autonome des Règlements Pécuniaires des Avocats), désignée en qualité de séquestre, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des Procédures Civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, sont consignés entre les mains du séquestre désigné, produisent intérêts dans les termes prévus à l'article 13 ci-dessus, et sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VERSEMENT DU PRIX DE LA VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de l'encaissement du prix, jusqu'au paiement des sommes distribuées.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Juge de l'Exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ; le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1er jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1er jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1ER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang figurant dans l'état ordonné des créances, pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au séquestre ou au consignataire désigné, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

A l'appui de sa demande, il devra être fourni :

- a) un état hypothécaire sur publication du titre de vente ;
- b) la copie de l'état ordonné des créances ;

c) la justification de la notification de la demande de règlement provisionnel par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chacun des autres créanciers inscrits et, le cas échéant, au syndic de copropriété, et à la partie saisie.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.311-2 et R.331-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'exécution

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n°94-624 du 21/07/94).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par la SELARL BOST-AVRIL,
représentée par Maître Etienne AVRIL,
Avocat poursuivant**

A LYON

Le

PIÈCES :

Annexes procédurales

Etat sur formalités

Procès-verbal descriptif de Maître Julien ROGUET Huissier de justice

Assignation au débiteur

Annexes documentaires

Matrice cadastrale

Plan

Diagnostic technique DIRECT EXPERTISE